

DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du	28 septembre 2018
--------------------------	-------------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	30
N° identifiant	2018-0196

Titre	Approbation des rapports de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 15 mars 2018 et du 22 juin 2018
-------	--

Rapporteur(s)	M. Claude EIDELSTEIN
Date de la convocation	07/09/2018

--	--

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Mme Anne GÉRARD et M. Jérôme NEVEUX

PJ.	Rapport de la CLETC du 15 mars 2018 Rapport de la CLETC du 22 juin 2018
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum		

--	--

Présents	72	M. Alain CLAEYS - Président M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORNAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - M. René GIBAULT - Mme Pascale GUITTET - Mme Anne GÉRARD - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY Membres du bureau M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Martine BATAILLE - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Gérard DELIS - M. Dominique ELOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Yves JEAN - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Marie-Christine MARCINIAK - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Edouard ROBLOT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Christine SARAZIN-BAUDOUC - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires Mme Catherine TEXEREAU - M. Vincent THOMASSIN les conseillers communautaires suppléants
----------	----	--

Absents	11	M. Philippe BROTTIER - M. Aurélien TRICOT Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - M. François BLANCHARD - M. Jacky CHAUVIN - Mme Catherine FORESTIER - M. Philippe PALISSE - M. Christian RICHARD - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires
---------	----	--

Mandats	8	<u>Mandants</u>	<u>Mandataires</u>
		M. Jean-Marie COMPTE	M. El Mustapha BELGSIR
		Mme Jacqueline GAUBERT	Mme Anne GÉRARD
		Mme Laurence VALLOIS-ROUET	Mme Peggy TOMASINI
		M. Nicolas REVEILLAULT	Mme Ghislaine BRINGER
		M. Gérald BLANCHARD	Mme Marie-Dolorès PROST
		M. Joël BIZARD	M. Jérôme NEVEUX
		Mme Nicole MERLE	M. Dominique BROCAS
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Diane GUÉRINEAU

Observations	L'ordre de passage est : la 1 à 18, la 139, de 19 à la 45, la 46 est retirée, de la 47 à la 52, la 138, de la 53 à 91, la 92 et 93 sont retirées, de la 94 à la 135, la 136 et la 137. Retour Mme Diane GUÉRINEAU (pouvoir de Mme Michèle FAURY-CHARTIER).
--------------	---

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Finances publiques - Administration numérique Direction Budget - Finances
------------------	---

VU l'article 1609 nonies C du CGI

VU le rapport de la CLETC du 15 mars 2018

VU le rapport de la CLETC du 22 juin 2018

VU l'arrêté préfectoral 2016-D2/B1-036 du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radégonde à compter du 1er janvier 2017

VU l'arrêté préfectoral 2017-D2/B1-010 du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C – IV du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie le 15 mars 2018 et le 22 juin 2018 pour évaluer le montant des charges et produits transférés à Grand Poitiers Communauté urbaine

Ces charges et produits correspondent :

- à l'évaluation de la compétence « Fourrière pour animaux errants »
- au transfert de la compétence « Infrastructures de charges pour véhicules électriques »
- à la prise en compte des recettes liées à la « Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz »
- au chiffrage de la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations »
- à la prise en compte d'une erreur de Vouneuil-sous-Biard lors du chiffrage de la compétence voirie.

Le tableau ci-dessous synthétise le résultat des travaux de la CLETC :

	Fourrière pour animaux errants	Infrastructure de charges pour véhicules électriques	Concession de la distribution d'électricité et de gaz	Gestion des Milieux Aquatiques	Erreur Voirie Vouneuil-sous-Biard
Beaumont-Saint-Cyr	- 1 139	-	-	- 4 441	-
Béruges	-	-	-	- 2 824	-
Biard	-	-	-	- 1 567	-
Bignoux	- 396	-	-	- 411	-
Bonnes	- 649	-	-	- 4 430	-
Buxerolles	-	-	-	- 5 835	-
Celle-Lévescault	- 506	-	-	-	-
Chasseneuil-du-Poitou	-	-	-	- 5 307	-
Chauvigny	- 2 673	-	-	- 10 326	-
Cloué	- 193	-	-	-	-
Coulombiers	- 430	-	-	- 446	-
Croutelle	-	-	-	- 322	-
Curzay-sur-Vonne	- 159	-	-	-	-
Dissay	- 1 208	-	581	- 4 068	-
Fontaine-le-Comte	-	-	-	- 1 509	-
Jardres	- 482	-	-	- 500	-
Jaunay-Marigny	- 2 816	-	-	- 6 481	-
Jazeneuil	- 310	-	-	-	-
La Chapelle-Moulière	- 258	-	-	- 1 959	-
La Puye	- 233	-	-	- 2 297	-
Lavoux	- 435	-	-	- 452	-
Ligugé	-	-	2 158	- 3 480	-
Liniers	- 213	-	-	- 221	-
Lusignan	- 997	-	-	-	-
Mignaloux-Beauvoir	-	-	-	- 1 707	-
Migné-Auxances	-	-	3 479	- 5 766	-
Montamisé	-	-	-	- 1 383	-
Poitiers	-	-	370 606	- 58 852	-
Pouillé	- 241	-	-	- 250	-
Rouillé	- 982	-	-	- 1 019	-
Saint-Benoît	-	-	712	- 6 582	-
Sainte-Radégonde	- 63	-	-	- 1 377	-
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	- 1 521	-	-	- 3 933	-
Saint-Julien-l'Ars	- 971	-	-	- 1 006	-
Saint-Sauvant	- 484	-	-	- 502	-
Sanxay	- 209	-	-	-	-
Savigny-Lévescault	- 438	-	-	- 454	-
Sèvres-Anxaumont	- 809	-	-	- 839	-
Tercé	- 421	-	-	- 436	-
Vouneuil-sous-Biard	-	-	261	- 4 609	198 814

Il a aussi été présenté en CLETC les choix des communes sur l'imputation de l'attribution de compensation avec la possibilité de mettre en place l'attribution de compensation d'investissement pour les charges nettes évaluées en investissement (chaque commune dispose d'une attribution de compensation de fonctionnement comprenant à minima les charges nettes de fonctionnement) :

Récapitulatif des choix des communes	
Beaumont-Saint-Cyr	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Béruges	Attribution de compensation d'investissement
Biard	Attribution de compensation d'investissement
Bignoux	Attribution de compensation d'investissement
Bonnes	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Buxerolles	Attribution de compensation d'investissement
Celle-Lévescault	Attribution de compensation d'investissement
Chasseneuil-du-Poitou	Attribution de compensation d'investissement
Chauvigny	Attribution de compensation d'investissement
Cloué	Attribution de compensation d'investissement
Coulombiers	Attribution de compensation d'investissement
Croutelle	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Curzay-sur-Vonne	Attribution de compensation d'investissement
Dissay	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Fontaine-le-Comte	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Jardres	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Jaunay-Marigny	Attribution de compensation d'investissement
Jazeneuil	Attribution de compensation d'investissement
La Chapelle-Moulière	Attribution de compensation d'investissement
La Puye	Attribution de compensation d'investissement
Lavoux	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Ligué	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Liniers	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Lusignan	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Mignaloux-Beauvoir	Attribution de compensation d'investissement
Migné-Auxances	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Montamisé	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Poitiers	Attribution de compensation d'investissement
Pouillé	Attribution de compensation d'investissement
Rouillé	Attribution de compensation d'investissement
Saint-Benoît	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Sainte-Radégonde	Attribution de compensation d'investissement
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	Attribution de compensation d'investissement
Saint-Julien-l'Ars	Attribution de compensation intégrale en fonctionnement
Saint-Sauvant	Attribution de compensation d'investissement
Sanxay	Attribution de compensation d'investissement
Savigny-Lévescault	Attribution de compensation d'investissement
Sèvres-Anxaumont	Attribution de compensation d'investissement
Tercé	Attribution de compensation d'investissement
Vouneuil-sous-Biard	Attribution de compensation d'investissement

Les imputations des attributions de compensation sur les budgets communautaires et communaux sont ainsi définitivement arrêtées.

Il vous est proposé :

- d'approuver les rapports de CLETC ci-joint ainsi que les imputations des attributions de compensation.

POUR	76	
CONTRE	0	
Abstention	4	M. Jacques ARFEUILLÈRE, M. Gérald BLANCHARD, M. Christophe CHAPPET, Mme Christiane FRAYSSE
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	4 octobre 2018
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	4 octobre 2018
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20180928-Imc183133-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.6
Nomenclature Préfecture	Contributions budgétaires

Le 20 mars 2018

Grand Poitiers Communauté urbaine

Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges du 15 mars 2018

Préambule :

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est déroulée le jeudi 15 mars 2018. Etaient présents :

Commissaires présents	
COMMUNE	Prénom - NOM
SAVIGNY LEVESCAULT	Guy ANDRAULT
CELLE L'EVESCAULT	Patrick BOUFFARD
SAINT GEORGES LES BAILLARGEAUX	Jean-Claude BOUTET
BEAUMONT SAINT CYR	Ghislaine BRINGER
LINIERS	Dominique BROCAS
POITIERS	Francis CHALARD
CURZAY SUR VONNE	Jean Michel CHOISY
BUXEROLLES	Ludovic DEVERGNE
CHASSENEUIL DU POITOU	Claude EIDELSTEIN
SAINTE RADEGONDE	Claude FOUCHER
DISSAY	Alain GALLOU-REMAUDIERE
LUSIGNAN	René GIBAULT
SEVRES ANXAUMONT	Christian GIRARD
MIGNE AUXANCES	Philippe GIRAUD
POUILLE	Pascale GUITTET
CHAUVIGNY	Gérard HERBERT
JAUNAY MARIGNY	Jean-François JOLIVET
BERUGES	Olivier KIRCH
JAZENEUIL	Claude LITT
LAVOUX	Maguy LUMINEAU
JARDRES	Jean-Luc MAERTEN
LIGUGE	Bernard MAUZE
LA CHAPELLE MOULIERE	Annie MAZE
CLOUE	Frédy POIRIER
LA PUYE	Paul PUCHAUD
TERCE	Christian RICHARD
ROUILLE	Véronique ROCHAS CHEMINEE
MONTAMISE	Corine SAUVAGE
BIGNOUX	Thierry THEVENET
JAUNAY MARIGNY	Joël BIZARD
SAINT-BENOIT	Bernard CHAIGNEAU
ROUILLE	Jean-Marie MAGNAN
LUSIGNAN	Francis ROGEON
CLOUE	Alexis TENEZE
RCF	Michaël LECOMTE

Le quorum étant réuni les sujets à l'ordre du jour ont été débattus.

Contexte :

Au 1^{er} janvier 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération a été créée. Cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) est issu de la fusion de la Communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, de Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et des communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte Radegonde. Au 1^{er} juillet 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération s'est transformé en Grand Poitiers Communauté urbaine.

Grand Poitiers Communauté urbaine a repris l'ensemble des compétences exercées par ces EPCI ainsi que les attributions de compensation évaluées par leur Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) respective, le cas échéant.

A la suite de la fusion, les montants des attributions de compensation de plusieurs communes membres de Grand Poitiers Communauté urbaine ont évolué à la suite des CLETC du 6 avril 2017, 6 juillet 2017, 16 novembre 2017 et 30 novembre 2017 (les compétences Voirie – Eclairage public, Promotion du tourisme et Urbanisme, le stade de rugby de Saint-Georges-Lès-Baillargeaux et les contributions SDIS).

Pour poursuivre le processus de chiffrage des compétences transférées, une nouvelle CLETC s'est déroulée le 15 mars 2018. Cette CLETC a travaillé sur les points suivants :

- Sujet 1 : Fourrière pour animaux errants
- Sujet 2 : Infrastructures de charge pour véhicules électriques
- Sujet 3 : Recettes liées à la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz
- Sujet 4 : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)

Le rôle de la CLETC

Vu l'article 1609 nonies C, IV du CGI, la CLETC est chargée de procéder à l'évaluation des charges et recettes transférées des communes à l'EPCI. Cet article dispose que :

« Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées **d'après** leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant le transfert de compétences. **La période de référence est déterminée par la commission** ».

« Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un **coût moyen annualisé**. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année ».

« Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges ».

Chaque commune doit donner à Grand Poitiers les moyens financiers d'exercer les compétences transférées.

L'évaluation de la CLETC doit permettre la neutralité financière la première année. Les évolutions de dépenses et de recettes transférées (en fonctionnement et en investissement) seront supportées par Grand Poitiers.

Il est rappelé que les transferts financiers (attribution de compensation) ne correspondent pas nécessairement aux transferts opérationnels. En effet, chaque commune fait le choix de transférer partiellement ou totalement les personnels, véhicules et locaux affectés à la compétence transférée. Si, la commune fait le choix de garder un agent, cela correspond à une création de poste pour la commune. De son côté, Grand Poitiers aura les moyens financiers pour remplacer l'agent non transféré. Cette opération est donc neutre pour l'intercommunalité.

Sujet 1 : Fourrière pour animaux errants

Lors du conseil communautaire du 29 septembre 2017, Grand Poitiers Communauté urbaine a décidé de ne pas restituer à ses communes membres la compétence « Fourrière pour animaux errants ». Cette compétence ayant déjà été transférée par les 13 communes de l'ex Communauté d'Agglomération Grand Poitiers, seules les 27 communes des anciennes communautés de communes sont concernées par cette évaluation.

Il est précisé que la compétence « Fourrière pour animaux errants » ne correspond pas à la capture des animaux (qui reste de compétence communale) mais uniquement aux relations financières avec l'association Secours et Protection des Animaux (SPA). Dans la majorité des cas, la commune disposait d'un marché de gestion avec la SPA dont le coût correspondait soit à un forfait appliqué à l'habitant soit à un tarif journalier par type d'animaux.

A partir des éléments transmis par chaque commune, il a été présenté 3 méthodes :

- La moyenne 2015 – 2017
- L'année 2017
- Le forfait de 0,37 € par habitant (forfait déjà payé par plusieurs communes et qui sera celui appliqué à Grand Poitiers) :

COMMUNE	Moyenne 2015 - 2017	2017	Forfait (0,37 € / hab)
BEAUMONT-SAINT-CYR	1 087	611	1 139
BIGNOUX	119	-	396
BONNES	55	-	649
CELLE-LEVESCAULT	509	563	506
CHAPELLE-MOULIERE	106	-	258
CHAUVIGNY	2 615	2 666	2 673
CLOUE	84	191	193
COULOMBIERS	396	422	430
CURZAY-SUR-VONNE	192	159	159
DISSAY	930	661	1 208
JARDRES	67	-	482
JAUNAY-MARIGNY	2 282	2 755	2 816
JAZENEUIL	293	316	310
LAVOUX	151	244	435
LINIERS	271	87	213
LUSIGNAN	337	-	997
POUILLE	155	239	241
PUYE	304	912	233
ROUILLE	681	967	982
SAINTE-RADEGONDE	20	-	63
SAINT-GEORGES-LES-E	818	1 148	1 521
SAINT-JULIEN-L'ARS	372	210	971
SAINT-SAUVENT	505	497	484
SANXAY	25	-	209
SAVIGNY-LEVESCAULT	405	436	438
SEVRES-ANXAUMONT	815	783	809
TERCE	113	114	421
TOTAL	13 707	13 981	19 236

Remarques :

Olivier Kirch, après avoir précisé qu'il aurait souhaité recevoir plus en amont le document préparatoire à la CLETC, a demandé si le forfait de 0,37 € par habitant était négociable auprès de l'association Secours et Protection des Animaux (SPA).

Claude Eidelstein a répondu que c'était le tarif négocié par Grand Poitiers dans le cadre du marché à GP40 et qu'il ne semblait pas possible de réduire ce forfait compte tenu des difficultés de la SPA.

Jean-Luc Maerten a indiqué que si Jardres a dû payer 67 € c'est parce que la SPA n'a pas retrouvé les propriétaires. Il a alors demandé pourquoi la commune devrait payer un forfait. Francis Chalard a répondu que le forfait de la SPA était calculé en net.

René Gibault a fait remarquer que sur les 3 méthodes présentées, 2 permettaient d'obtenir globalement 14 K€ et pourtant il était proposé de retenir 19 K€.

Michaël Lecomte, a précisé via son diaporama que l'année 2017 (permettant d'obtenir 14 K€) n'était pas représentative d'un coût net annuel car certaines communes n'ont pas eu de charge cette année-là alors que toutes les communes ont enregistré au moins une dépense en 2015 – 2017. Et les dépenses constatées en moyenne annuelle 2015 – 2017 (permettant aussi d'obtenir 14 K€), sont peu représentatives de la récurrence de la dépense (pour les communes n'ayant pas opté pour le forfait) puisque la dépense dépend du nombre d'animaux errants pris en charge, du nombre de jours et du type d'animal.

Philippe Giraud a aussi relevé que certes le coût forfaitaire était plus élevé mais que la SPA faisait du bon travail et que cette compétence serait plus difficile à mettre en œuvre en gestion directe par Grand Poitiers.

Décision 1 : Les membres de la CLETC retiennent la méthode du forfait de 0,37 € à l'habitant pour évaluer le coût global du transfert de cette compétence à 19 236 €.

Sujet 2 : Infrastructures de charge pour véhicules électriques

Le 17 février 2017, Grand Poitiers a modifié ses statuts pour intégrer la compétence « Infrastructures de charge pour véhicules électriques », compétence obligatoire d'une communauté urbaine.

Au 1^{er} janvier 2018, 26 infrastructures de charge pour véhicules électriques étaient en service sur Grand Poitiers :

	Borne en service	Année de mise en service
BEAUMONT SAINT-CYR	1	2017
BERUGES	1	2017
BIARD	1	2015
BONNES	1	2016
BUXEROLLES	1	2017
CELLE L'EVESCAULT	1	2017
CHAUVIGNY	4	2016 et 2017
CLOUE	1	2016
COULOMBIERS	1	2016
FONTAINE LE COMTE	1	2015
LIGUGE	1	2017
LUSIGNAN	2	2015 et 2016
MIGNALOUX BEAUVOIR	2	2015 et 2017
MIGNE AUXANCES	1	2015
ROUILLE	1	2016
SAINT BENOIT	1	2017
SAINT GEORGES LES BAILLARGEAUX	1	2017
SAINT JULIEN L'ARS	1	2016
SAINT SAUVANT	1	2017
SEVRES ANXAUMONT	1	2016
VOUNEUR SOUS BIARD	1	2015
TOTAL	26	

I- L'évaluation du fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement concernent un contrat de maintenance avec la société Sorégies. Le coût pour chaque commune est de 180 € HT soit 216 € en TTC.

Ces bornes ayant été installées récemment (11 dans le courant de l'année 2017), 4 communes n'ont pas payé de maintenance en 2017. Malgré cette spécificité, il a été présenté 2 méthodes :

- L'année 2017
- Le forfait de 216 € par borne :

COMMUNE	2017	Forfait (216 € / borne)	Borne en service	Coût par borne si année 2017	Coût par borne si forfait
BEAUMONT-SAINT-CYR	-	216	1	-	216
BERUGES	-	216	1	-	216
BIARD	216	216	1	216	216
BONNES	216	216	1	216	216
BUXEROLLES	-	216	1	-	216
CELLE-LEVESCAULT	216	216	1	216	216
CHAUVIGNY	432	864	4	108	216
CLOUE	216	216	1	216	216
COULOMBIERS	216	216	1	216	216
FONTAINE LE COMTE	216	216	1	216	216
LIGUGE	-	216	1	-	216
LUSIGNAN	432	432	2	216	216
MIGNALOUX BEAUVOIR	432	432	2	216	216
MIGNE AUXANCES	216	216	1	216	216
ROUILLE	216	216	1	216	216
SAINT BENOIT	216	216	1	216	216
SAINT-GEORGES-LES-BAILLARG	216	216	1	216	216
SAINT-JULIEN-L'ARS	216	216	1	216	216
SAINT-SAUVENT	216	216	1	216	216
SEVRES-ANXAUMONT	216	216	1	216	216
VOUNEUIL SOUS BIARD	216	216	1	216	216
TOTAL	4 320	5 616	26	3 564	4 536

En rapportant le coût 2017 au nombre de bornes cela reviendrait à considérer que le coût d'entretien est de 0 € par borne sur 4 communes alors qu'il est de 216 € pour les autres. Avec l'utilisation du forfait chaque commune est traitée de manière égalitaire avec un coût de 216 € par borne.

II- L'évaluation de l'investissement

Ces bornes ayant été installées récemment (entre 2015 et 2017), l'utilisation d'une moyenne (2005 – 2017) comme lors de la CLETC Voirie aurait pu paraître moins pertinente. Toutefois, en considérant que la durée de vie d'une borne est une bonne dizaine d'années, il est possible de valoriser un coût de renouvellement sur 13 ans.

Aussi, à la suite des remarques faites lors de la réunion de préparation CLETC avec les DGS du 13 mars 2018, il a été présenté 3 méthodes :

- Le coût de renouvellement basé sur les dépenses et recettes jusqu'en 2017
- Le coût de renouvellement de l'opération avec intégration des dépenses et recettes à venir affecté aux communes ayant mis en place des bornes
- Le coût de renouvellement de l'opération avec intégration des dépenses et recettes à venir réparti entre les 40 communes de Grand Poitiers conformément à la demande des DGS.

Il est précisé que le FCTVA (15 % de la dépense brute) a été ajusté dès lors qu'il permettait avec l'ajout des subventions de dépasser le coût de l'investissement. Par exemple, pour une dépense de 100 € avec 90 € de subvention, le FCTVA ne s'élèvera qu'à 10 € et non pas à 15 € ($100 - 90 - 10 = 0$ alors que $100 - 90 - 15 = -5$).

		Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées	Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées et à percevoir			Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées	Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées et à percevoir	
BEAUMONT-SAINT-CYR	Dépenses	1 168	1 168	LIGUGE	Dépenses	1 168	1 168	
	Subventions	876	876		Subventions	389	774	
	FCVTA	175	175		FCVTA	175	175	
	NET	117	117		NET	603	219	
BERUGES	Dépenses	257	1 440	LUSIGNAN	Dépenses	-	-	
	Subventions	195	681		Subventions	1 168	1 168	
	FCVTA	38	216		FCVTA	-	-	
	NET	23	543		NET	-	1 168	
BIARD	Dépenses	1 168	1 168	MIGNALOUX BEAUVOIR	Dépenses	2 335	2 335	
	Subventions	1 070	1 070		Subventions	1 460	1 460	
	FCVTA	97	97		FCVTA	350	350	
	NET	0	0		NET	525	525	
BONNES	Dépenses	1 168	1 168	MIGNE AUXANCES	Dépenses	1 168	1 168	
	Subventions	1 070	1 070		Subventions	1 070	1 070	
	FCVTA	97	97		FCVTA	97	97	
	NET	0	0		NET	0	0	
BUXEROLLES	Dépenses	1 168	1 168	ROUILLE	Dépenses	1 168	1 168	
	Subventions	195	688		Subventions	876	876	
	FCVTA	175	175		FCVTA	175	175	
	NET	798	305		NET	117	117	
CELLE-LEVESCAULT	Dépenses	1 168	1 168	SAINT BENOIT	Dépenses	1 154	1 154	
	Subventions	195	681		Subventions	192	679	
	FCVTA	175	175		FCVTA	173	173	
	NET	798	311		NET	788	302	
CHAVIGNY	Dépenses	3 503	3 503	SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	Dépenses	1 154	1 500	
	Subventions	1 460	3 173		Subventions	-	808	
	FCVTA	525	330		FCVTA	173	225	
	NET	1 518	0		NET	981	467	
CLOUE	Dépenses	973	973	SAINT-JULIEN-L'ARS	Dépenses	1 168	1 168	
	Subventions	389	876		Subventions	584	584	
	FCVTA	146	97		FCVTA	175	175	
	NET	438	0		NET	409	409	
COULOMBIERS	Dépenses	1 184	1 184	SAINT-SAUVENT	Dépenses	1 168	1 168	
	Subventions	888	888		Subventions	195	298	
	FCVTA	178	178		FCVTA	175	175	
	NET	118	118		NET	798	694	
FONTAINE LE COMTE	Dépenses	1 168	1 168	SEVRES-ANXAUMONT	Dépenses	1 168	1 168	
	Subventions	195	681		Subventions	389	876	
	FCVTA	175	175		FCVTA	175	175	
	NET	798	311		NET	603	117	
				TOTAL	Dépenses	24 572	26 102	
					Subventions	12 854	19 276	
					FCVTA	3 451	3 436	
					NET	8 266	3 389	

	Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées	Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées et à prévoir	Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées et à prévoir mutualisé		Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées	Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées et à prévoir	Coût de renouvellement annualisé des dépenses et recettes constatées et à prévoir mutualisé
BEAUMONT-SAINT-CYR	117	117	53	LINIERS	0	0	10
BERUGES	23	543	24	LUSIGNAN	-1 168	-1 168	47
BIARD	0	0	31	MIGNALOUX BEAUVOIR	525	525	77
BIGNOUX	0	0	18	MIGNE AUXANCES	0	0	105
BONNES	0	0	30	MONTAMISE	0	0	62
BUXEROLLES	798	305	176	POITIERS	0	0	1 564
CELLE-LEVESCAULT	798	311	24	POUILLE	0	0	11
CHAPELLE-MOULIERE	0	0	12	PUYE	0	0	11
CHASSENEUIL DU POITOU	0	0	83	ROUILLE	117	117	46
CHAUVIGNY	1 518	0	125	SAINTE BENOIT	788	302	126
CLOUE	438	0	9	SAINTE-RADEGONDE	0	0	3
COULOMBIERS	118	118	20	SAINTE-GEORGES-LES-BAINS	981	467	71
CROUTELLE	0	0	15	SAINTE-JULIEN-L'ARS	409	409	45
CURZAY-SUR-VONNE	0	0	7	SAINTE-SAUVENT	798	694	23
DISSAY	0	0	56	SANXAY	0	0	10
FONTAINE LE COMTE	798	311	68	SAVIGNY-LEVESCAULT	0	0	20
JARDRES	0	0	23	SEVRES-ANXAUMONT	603	117	38
JAUNAY-MARIGNY	0	0	131	TERCE	0	0	20
JAZENEUIL	0	0	14	VOUQUEUIL SOUS BIARD	0	0	100
LAVOUX	0	0	20				
LIGUGE	603	219	58	TOTAL	8 264	3 387	3 387

Il est précisé que le coût réel net de renouvellement de ces 26 bornes sera beaucoup plus élevé (de l'ordre de 23 K€ contre 8 K€ et 3 K€ selon les hypothèses ci-dessus). En effet, le taux de subvention constaté correspond à une aide au premier investissement sur lequel Grand Poitiers ne pourra pas compter pour financer le renouvellement des bornes.

Remarques :

Sur les méthodes d'évaluation Guy Andrault a souhaité que ce soit les communes qui ont fait le choix d'installer ces bornes qui participent au coût de la compétence transférée.

A l'inverse René Gibault s'est interrogé sur les méthodes dans lesquelles ne participeraient pas les communes qui n'ont pas installé de bornes mais sur lesquelles pourraient en être installées de nouvelles.

Gérard Herbert a indiqué que les bornes participaient à l'attractivité touristique de sa commune quand bien même le temps de recharge était plutôt long.

Jérôme Freisseix précise que les bornes historiquement installées avaient un temps de recharge plus long. Pour avoir un temps de recharge plus rapide, l'investissement sera 5 fois supérieur au coût historique. Par ailleurs, lors des dernières années le taux de subventionnement était de l'ordre de 80 % alors qu'il sera désormais de 40 % dans la limite de 1 860 € pour les seuls premiers établissements (non utilisable pour le renouvellement). Il a aussi précisé que les cartes ne seront plus gratuites à partir de septembre 2018.

Francis Chalard a rappelé que l'objectif de cette compétence était d'apporter un service aux concitoyens pour le développement des véhicules électriques. Par ailleurs, il est possible que ce secteur soit à terme dans le marché concurrentiel.

Décision 2: Compte tenu des remarques, et notamment la future appropriation de ce service par le secteur privé, les membres de la CLETC choisissent de valoriser ce transfert de compétence à 0 €.

Sujet 3 : Recettes liées aux concessions de la distribution publique d'électricité et de gaz

Le 17 février 2017, Grand Poitiers a modifié ses statuts pour intégrer la compétence « Concessions Distribution publique de l'électricité et de gaz », compétence obligatoire d'une communauté urbaine. Les recettes de concession (ou les redevances ERDF, GRDF,...) sont des recettes liées à cette compétence.

Une majorité de communes ne perçoit pas ce type de recette ou bien l'avait déjà intégré dans la CLETC Voirie – Eclairage public. Aussi, le questionnaire « concessions de la distribution publique d'électricité et de gaz » n'a concerné que 6 communes pour ne pas compter deux fois cette recette.

Ces 6 communes ont recensé les éléments ci-dessous sur les 3 dernières années

RECETTES	2015	2016	2017
DISSAY	577	581	606
LIGUGE	2 158	2 962	6 065
MIGNE AUXANCES	3 479	3 477	3 546
POITIERS	370 606	372 615	381 937
SAINT BENOIT	712	5 157	5 208
VOUNEVIL SOUS BIARD	261	261	276
TOTAL	379 808	387 069	399 655

Là encore, il a été présenté 3 méthodes tenant compte des remarques faites par les DGS lors de la réunion du 13 mars 2018 :

- La moyenne 2015 – 2017
- L'année 2017
- Une valorisation prenant comme année de référence, l'année retenue lors de la CLETC Voirie (soit 2015 pour GP13 et 2016 pour GP27) :

RECETTES	Moyenne 2015 - 2017	2017	Année de référence CLETC Voirie
DISSAY	588	606	581
LIGUGE	3 728	6 065	2 158
MIGNE AUXANCES	3 501	3 546	3 479
POITIERS	375 053	381 937	370 606
SAINT BENOIT	3 693	5 208	712
VOUNEVIL SOUS BIARD	266	276	261
TOTAL	386 829	397 638	377 797

Décision 3 : Les membres de la CLETC choisissent d'appliquer la même méthode que lors de la CLETC Voirie (soit 2016 pour Dissay et 2015 pour les 5 autres) pour une recette nette de 377 797 €.

Recettes de concession de gaz et d'électricité	
Contre : 0	/\
Abstention : 0	/\

Sujet 4 : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)

Au 1^{er} janvier 2018, Grand Poitiers Communauté urbaine est devenue compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

La compétence obligatoire GEMAPI correspond à :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction d'un bassin hydrographique
- l'entretien et l'aménagement d'un milieu aquatique, y compris les accès
- la défense contre les inondations
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En 2017 :

- les communes (hors ex Pays Mélusin) étaient soit adhérentes à l'un des deux autres syndicats (Clain Aval ou Syndicat Mixte Vienne et Affluents) soit n'étaient pas adhérentes
- Grand Poitiers Communauté urbaine était adhérent uniquement au syndicat Clain Sud pour la compétence « Rivière » de l'ex Pays Mélusin correspondant à l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau (soit une partie de la compétence GEMA)

En 2018 :

- les communes n'ont plus d'adhésion aux syndicats pour la compétence GEMAPI
- Grand Poitiers Communauté urbaine :
 - o est adhérent aux syndicats Clain Aval, Clain Sud et Syndicat Mixte Vienne et Affluents pour la compétence GEMA
 - o a délégué à l'Etablissement Public Territorial du Bassin de la Vienne (EPTB) la compétence PI

Il convient d'ores et déjà de noter que les cotisations sont la variable d'ajustement des syndicats face à l'effet ciseaux de la forte augmentation des dépenses projetées et de la baisse prévisible des subventions de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

Les communes de l'ex Pays Mélusin ont déjà évalué en CLETC la compétence GEMA sur la base des contributions communales. Comme pour le Pays Mélusin, il a été proposé de valoriser en CLETC le montant total des contributions versées aux syndicats au titre de la charge globale transférée à Grand Poitiers et de le répartir entre les communes selon deux modalités :

- Une valorisation en fonction de la contribution réellement payée par la commune en 2017
- Une valorisation tenant compte pour
 - o 50 % de la contribution réellement payée par la commune en 2017
 - o 50 % d'une part mutualisée au prorata de la population.

Par exemple sur Beaumont Saint Cyr 4 434 € correspondant à $6\ 519 / 2 + (140\ 825 / 2) \times (3\ 079 / 184\ 612)$. Cette méthodologie permet de valoriser une charge pour les communes qui n'ont pas versé de contribution.

Remarques :

Claude Foucher a souhaité savoir qui paiera en 2018 car jusqu'à présent la commune payait sans prestation en retour.

Frédy Poirier a rappelé que Grand Poitiers versera les contributions au titre de la GEMA aux 3 syndicats en lieu et place des communes. Au jour de la CLETC, il n'avait pas de vision

précise des investissements proposés par tous les syndicats, toutefois le principe était le suivant :

- Soit les syndicats rentrent dans l'enveloppe globale de Grand Poitiers
- Soit les syndicats ne rentrent pas dans l'enveloppe globale de Grand Poitiers. Dans ce cas, ça sera à Grand Poitiers d'accepter ou non ce dépassement. Si Grand Poitiers n'accepte pas, les syndicats devront diminuer leurs investissements.

Christian Richard a indiqué qu'il n'y avait pas de rivière sur sa commune et pourtant il ne pouvait que constater les problèmes de ruissellements. Passé ce constat, il a demandé qui paiera les éventuelles hausses dans le futur.

Francis Chalard a répondu que la taxe sur les inondations (taxe GEMAPI) sera affectée à la prévention des inondations. Les transferts financiers via la CLETC seront quant à eux affectés à la gestion des milieux aquatiques.

Patrick Bouffard en a conclu que le disponible de la communauté urbaine serait de 365 K€ pour la compétence GEMAPI (GEMA = CLETC GP 31 + CLETC Pays Mélusin ; PI = taxe sur les inondations).

Corine Sauvage a souhaité que si la mutualisation était retenue, il faudrait le faire sur l'ensemble des transferts de charges.

Michaël Lecomte a répondu que cette méthode avait été abordée plusieurs fois mais qu'elle n'était pas forcément applicable à toutes les compétences. Elle a toutefois été retenue lors du chiffrage de la compétence urbanisme.

Frédy Poirier a soulevé que le chiffrage par mutualisation permettait de traiter toutes les communes de la même manière. Ainsi chacun territoire participe à la fois via la taxe et via la CLETC.

Fait à Poitiers le 20 mars 2018

Par la Direction Budget - Finances
de Grand Poitiers Communauté urbaine

Le 25 juin 2018

Grand Poitiers Communauté urbaine

Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges du 22 juin 2018

Préambule :

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est déroulée le vendredi 22 juin 2018. Etaient présents :

Commissaires présents	
COMMUNE	Prénom - NOM
COULOMBIERS	Daniel AMILLEN
SAINT GEORGES LES BAILL	Jean-Claude BOUTET
BEAUMONT SAINT CYR	Ghislaine BRINGER
LINIERS	Dominique BROCAS
POITIERS	Francis CHALARD
MONTAMISE	Louis Marie CHALLET
CHAUVIGNY	Gérard DELIS
CHASSENEUIL DU POITOU	Claude EIDELSTEIN
SAINT JULIEN L ARS	Dominique ELOY
SAINTE RADEGONDE	Claude FOUCHER
SEVRES ANXAUMONT	Christian GIRARD
SANXAY	Jacky GREFFIER
MIGNE AUXANCES	Florence JARDIN
BERUGES	Olivier KIRCH
POUILLE	Alain KITZIS
JAZENEUIL	Claude LITT
JARDRES	Jean-Luc MAERTEN
LA CHAPELLE MOULIERE	Annie MAZE
BIARD	Gilles MORISSEAU
CLOUE	Frédy POIRIER
LUSIGNAN	Francis ROGEON
MONTAMISE	Corine SAUVAGE
VOUNEUR SOUS BIARD	Alain TANGUY
BIGNOUX	Thierry THEVENET
RCF	Michaël LECOMTE

Le quorum étant réuni les sujets à l'ordre du jour ont été débattus.

Contexte :

Au 1^{er} janvier 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération a été créée. Cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) est issu de la fusion de la Communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, de Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et des communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte Radegonde. Au 1^{er} juillet 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération s'est transformé en Grand Poitiers Communauté urbaine.

Grand Poitiers Communauté urbaine a repris l'ensemble des compétences exercées par ces EPCI ainsi que les attributions de compensation évaluées par leur Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) respective, le cas échéant.

A la suite de la fusion, les montants des attributions de compensation de plusieurs communes membres de Grand Poitiers Communauté urbaine ont évolué à la suite des CLETC du 6 avril 2017, 6 juillet 2017, 16 novembre 2017, 30 novembre 2017 et 15 mars 2018.

Pour poursuivre le processus de chiffrage des compétences transférées, une nouvelle CLETC a été fixée le 22 juin 2018. Cette CLETC a travaillé sur les points suivants :

- Sujet 1 : Correction d'une erreur dans l'évaluation de la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)
- Sujet 2 : Erreur de Vouneuil-sous-Biard dans le chiffrage de la compétence Voirie
- Sujet 3 : Retour sur le choix des communes de modifier ou non l'imputation de l'attribution de compensation

Le rôle de la CLETC

Vu l'article 1609 nonies C, IV du CGI, la CLETC est chargée de procéder à l'évaluation des charges et recettes transférées des communes à l'EPCI. Cet article dispose que :

« Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées **d'après** leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant le transfert de compétences. **La période de référence est déterminée par la commission** ».

« Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un **coût moyen annualisé**. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année ».

« Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges ».

Chaque commune doit donner à Grand Poitiers les moyens financiers d'exercer les compétences transférées.

L'évaluation de la CLETC doit permettre la neutralité financière la première année. Les évolutions de dépenses et de recettes transférées (en fonctionnement et en investissement) seront supportées par Grand Poitiers.

Il est rappelé que les transferts financiers (attribution de compensation) ne correspondent pas nécessairement aux transferts opérationnels. En effet, chaque commune fait le choix de transférer partiellement ou totalement les personnels, véhicules et locaux affectés à la compétence transférée. Si, la commune fait le choix de garder un agent, cela correspond à une création de poste pour la commune. De son côté, Grand Poitiers aura les moyens financiers pour remplacer l'agent non transféré. Cette opération est donc neutre pour l'intercommunalité.

Sujet 1 : Correction d'une erreur dans l'évaluation de la CLETC - Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)

Au 1^{er} janvier 2018, Grand Poitiers Communauté urbaine est devenu compétent en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

La compétence obligatoire GEMAPI correspond à :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction d'un bassin hydrographique
- L'entretien et l'aménagement d'un milieu aquatique, y compris les accès
- La défense contre les inondations
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En 2017 :

- Les communes (hors Celle l'Evescault, Cloué, Curzay-sur-Vonne, Jazeneuil, Lusignan et Sanxay qui avaient transféré cette compétence) étaient soit adhérentes à l'un des deux autres syndicats (Clain Aval ou Syndicat Mixte Vienne et Affluents) soit n'étaient pas adhérentes
- Grand Poitiers Communauté urbaine était adhérent uniquement au syndicat Clain Sud pour la compétence « Rivière » des 6 communes de l'ex Pays Mélusin citées ci-dessus correspondant à l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau (soit une partie de la compétence GEMA)

En 2018 :

- Les communes n'ont plus d'adhésion aux syndicats pour la compétence GEMAPI
- Grand Poitiers Communauté urbaine :
 - o est adhérent aux syndicats Clain Aval, Clain Sud et Syndicat Mixte Vienne et Affluents pour la compétence GEMA
 - o a délégué à l'Etablissement Public Territorial du Bassin de la Vienne (EPTB) la compétence PI

En 2018, on constate aussi que les cotisations relevant du territoire de Grand Poitiers sont en hausse pour chacun des trois syndicats :

- La cotisation 2018 de Grand Poitiers votée par le Syndicat Mixte Vienne et Affluents (SMVA) est en hausse de 85 % par rapport à la somme des cotisations 2017 des communes adhérentes
- La cotisation 2018 de Grand Poitiers votée par le Syndicat Mixte Clain Aval (SMCA) est en hausse de 40 % par rapport à la somme des cotisations 2017 des communes adhérentes
- La cotisation 2018 de Grand Poitiers votée par le Syndicat Mixte Vallée du Clain Sud (SMVCS) est en hausse de 135 % par rapport à la cotisation de Grand Poitiers en 2017.

Ces hausses seront supportées par le budget de Grand Poitiers.

Il convient par ailleurs de noter que les cotisations demeurent la variable d'ajustement des syndicats face à l'effet ciseaux de l'augmentation des dépenses et de la baisse prévisible des subventions de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Il est rappelé que 6 communes de l'ex Pays Mélusin avaient déjà évalué en CLETC la compétence GEMAPI sur la base des contributions communales.

La CLETC du 15 mars a opté pour une valorisation mutualisée tenant compte pour :

- 50 % de la contribution réellement payée par la commune en 2017
- 50 % d'une part mutualisée au prorata de la population.

Toutefois, cette CLETC comportait deux erreurs en cela que le tableau :

- ne faisait pas figurer la cotisation 2017 de Vouneuil-sous-Biard
- et n'intégrait pas dans le chiffrage les communes de Coulombiers, Rouillé et Saint-Sauvant qui n'avaient pas participé à la CLETC du Pays Mélusin.

Ci-dessous le tableau corrigé :

Communes	Population au 1^{er} janvier 2018	Contribution 2017	50 % contribution 2017 réelle / 50 % contribution 2017 mutualisée
Beaumont Saint-Cyr	3 079	6 519	4 441
Béruges	1 406	4 569	2 824
Biard	1 803	1 750	1 567
Bignoux	1 071	-	411
Bonnes	1 754	7 514	4 430
Buxerolles	10 206	3 839	5 835
La Chapelle-Moulière	696	3 383	1 959
Chasseneuil-du-Poitou	4 799	6 932	5 307
Chauvigny	7 223	15 110	10 326
Coulombiers	1 163	-	446
Croutelle	840	-	322
Dissay	3 264	5 632	4 068
Fontaine-le-Comte	3 934	-	1 509
Jardres	1 304	-	500
Jaunay-Marigny	7 611	7 121	6 481
Lavoux	1 177	-	452
Ligugé	3 365	4 377	3 480
Liniers	576	-	221
Mignaloux-Beauvoir	4 449	-	1 707
Migné-Auxances	6 087	6 861	5 766
Montamisé	3 604	-	1 383
Poitiers	90 559	48 216	58 852
Pouillé	652	-	250
Rouillé	2 655	-	1 019
La Puye	630	4 111	2 297
Saint-Benoît	7 311	7 555	6 582
Saint-Georges-les-Bail	4 110	4 712	3 933
Saint-Julien-l'Ars	2 623	-	1 006
Saint-Sauvant	1 309	-	502
Sainte-Radégonde	170	2 624	1 377
Savigny-Lévescault	1 184	-	454
Sèvres-Anxaumont	2 186	-	839
Tercé	1 137	-	436
Vouneuil-sous-Biard	5 802	4 766	4 609
TOTAL	189 739	145 591	145 591

Remarques sur le sujet 1 :

Frédy POIRIER (Vice-Président GEMAPI) a expliqué les raisons des hausses des cotisations sur les 3 syndicats par rapport à 2017. S'il ne conteste pas les valeurs des hausses, il a tenu à préciser qu'elles ne sont pas liées au transfert de la compétence GEMAPI des intercommunalités vers les syndicats. Ces augmentations sont la conséquence des fusions des syndicats à la suite desquelles ces derniers voulaient bénéficier d'une capacité d'autofinancement adaptée :

- La hausse sur Clain Aval est une conséquence de la fusion de 5 syndicats avec des cotisations différentes. De plus le syndicat voulait se recréer une capacité d'autofinancement plus conséquente.
- La hausse sur Vienne et Affluents est liée à la refonte du programme sur la qualité de l'eau où il était nécessaire d'avoir une capacité d'autofinancement plus élevée pour être en mesure de faire des investissements qui bénéficient de subvention
- La hausse sur Clain Sud est due au fait que les cotisations n'ont pas été augmentées précédemment et que le syndicat voulait retrouver une capacité d'autofinancement

Décision 1 : Les membres de la CLETC choisissent de répartir la somme de 145 591 € de manière mutualisée conformément au tableau ci-dessus (dernière colonne).

Sujet 2 : Erreur de Vouneuil-sous-Biard dans le chiffrage de la compétence Voirie

I- Le chiffrage initial

Lors de la CLETC Voirie – Eclairage public, les charges évaluées pour la commune de Vouneuil-sous-Biard s'élevaient à 789 141 € (frais financiers inclus). Les charges étaient réparties de la manière suivante :

Fonctionnement	194 821
Frais financiers	52 887
Charges indirectes	9 391
Sous-total Fonctionnement	257 099
Véhicules	5 304
Investissement	526 738
Sous-total Investissement	532 042
TOTAL	789 141

II- Les corrections opérées sur l'investissement

La commune de Vouneuil-sous-Biard a par la suite indiqué avoir mal traduit les contours de la compétence Voirie lors du chiffrage de cette compétence. Le chiffrage de la partie investissement intégrait notamment des dépenses pour des travaux sur des parkings privés, des liaisons douces comprises à l'intérieur d'espaces communaux, de la viabilisation de lotissement, des travaux des chemins ruraux ou privés... A l'inverse, les amendes de police n'avaient pas été intégrées dans le chiffrage ainsi que plusieurs subventions.

Ces corrections sur les investissements produisent le résultat suivant :

	MOYENNE
TOTAL DEPENSES	486 168
SUBVENTIONS	67 343
FCTVA	72 925
TOTAL RECETTES	140 268
NET	345 900
VEHICULES	5 304
TOTAL	351 204

III- La non éligibilité des dépenses au caractère « atypique » des investissements

Conformément aux décisions de la CLETC, il convient de vérifier si un projet peut être qualifié « d'atypique ». Pour qu'un investissement net soit qualifié « d'atypique », et donc lissé sur 20 ans en lieu et place de la moyenne de la période (2005-2015), ce dernier doit représenter :

- d'une part au moins 10 % des investissements nets du budget principal de la commune
- et d'autre part au moins 40 % des investissements nets de Voirie – Eclairage public

Après application de ces critères, il ressort que la commune de Vouneuil-sous-Biard n'est pas éligible aux dépenses atypiques :

Vouneuil-sous-Biard	DI nettes totales du budget	DI nettes Voirie / EP	DI nette maximum	DI nette max / DI nettes totales du budget	DI nette max / DI nettes Voirie - EP	Eligibilité DI atypiques
En K€	16 095	3 805	552	3,4%	14,5%	non

En conséquence, aucune dépense n'est lissée sur 20 ans et le coût annualisé de la charge transférée correspond à la moyenne des investissements.

IV- Le retraitement de l'emprunt initialement transféré

La prise en compte de cette correction nécessite que Grand Poitiers redonne à Vouneuil-sous-Biard une partie de l'emprunt transféré précédemment. En effet, l'emprunt évalué en CLETC et transféré par la suite correspondait aux investissements nets évalués par la précédente CLETC.

L'analyse des comptes de gestion démontre que Vouneuil-sous-Biard a financé l'ensemble de ses dépenses nettes d'investissement pour 53 % par autofinancement et pour 47 % par emprunt. Appliqué à la voirie, on obtient le résultat suivant :

Part autofinancée	Part empruntée	Total des investissement	Part autofinancée	Part empruntée
53%	47%	351 204	186 138	165 066

A partir de cette répartition, la commune aurait dû transférer un emprunt avec un capital restant dû de 1 396 438 € et valoriser dans le chiffrage de l'attribution de compensation des frais financiers à hauteur de 34 911 € (frais financier et CRD calculés à partir d'un emprunt théorique annuel de 165 066 € sur 15 ans au taux de 2,5 %).

Compte-tenu du chiffrage précédent et du capital remboursé en 2017, la commune va récupérer un emprunt avec un CRD de 640 687 € et diminuer ses frais financiers sur son attribution de compensation de 17 976 € pour pouvoir faire face aux frais financiers de l'emprunt récupéré :

	1ère CLETC	Situation au 01/01/2018	2nd CLETC	Ecart
Frais financiers valorisés	52 887		34 911	- 17 976
CRD valorisé	2 115 476	2 037 125	1 396 438	- 640 687

En synthèse, les évolutions sont les suivantes :

	1ère CLETC	2nd CLETC	Ecart
Fonctionnement	194 821	194 821	-
Frais financiers	52 887	34 911	- 17 976
Charges indirectes	9 391	9 391	-
Sous-total Fonctionnement	257 099	239 123	- 17 976
Véhicules	5 304	5 304	-
Investissement	526 738	345 900	- 180 838
Sous-total Investissement	532 042	351 204	- 180 838
TOTAL	789 141	590 327	- 198 814

Remarques sur le sujet 2 :

Alain TANGUY (maire de Vouneuil-sous-Biard) a précisé que le chiffrage effectué par les services de la commune comporte des erreurs manifestes que le nouveau DGS a identifiées, ce qui amène à cette demande de correction.

Ghislaine BRINGER (élue de Beaumont-Saint-Cyr) a soulevé une problématique annexe sur le fauchage dans sa commune. Le niveau de service était supérieur quand il était opéré par la commune. Or, la commune a chiffré en CLETC son niveau de prestation historique, plus élevé. Partant de ce constat, elle souhaitait demander une révision du chiffrage CLETC. Elle a aussi rappelé que Beaumont-Saint-Cyr n'a pas transféré physiquement de personnel car

l'agent évalué partait à la retraite mais la commune a transféré les moyens financiers pour payer un agent.

Claude EIDELSTEIN (Rapporteur général de Grand Poitiers et Vice-Président de la CLETC) a rappelé que la CLETC a évalué la compétence voirie à partir de l'historique. Il précise que la CLETC a uniquement pour rôle de traiter des questions financières et non pas des problématiques opérationnelles (nombre de fauchage).

Franck RIGOLLE (DGA Espace Public) en charge de l'exercice de la compétence voirie a rappelé qu'il disposait d'une enveloppe mutualisée pour assurer le fonctionnement. Lorsque cette compétence était gérée par les communes, l'accotement de voirie était traité différemment d'une commune à l'autre (régie, recours à des agriculteurs ou à des prestataires spécialisées,...) avec un niveau de service variable (d'une à 4 fauches selon les communes). Pour respecter le budget, le choix a été fait de réaliser deux fauches uniformes sur l'ensemble du territoire de Grand Poitiers. Toute fauche supplémentaire est estimée à 100 K€.

Francis CHALARD (Vice-Président Finances) a indiqué que la commune a donné les moyens financiers via la CLETC et que Grand Poitiers assurera à minima le même service. Il a aussi rappelé que Grand Poitiers n'était qu'à ses débuts dans l'exercice effectif de cette nouvelle compétence communautaire. Il sera nécessaire que les communes et la Commission Voirie analyse la situation.

Jean-Claude BOUTET (Vice-Président Voirie) a indiqué que de nombreuses réunions ont été faites sur ce sujet. L'objectif était de faire le même service partout. En conséquence, il veillera à une certaine unité de service. Un point précis sera fait pour pouvoir rencontrer la Commission Générale et des Finances et pointer avec elle les différentes problématiques en septembre. A noter qu'à ce jour, 50 % des agents voirie transférés découvrent de nouveaux aspects dans leur métier et sont en formation.

Dominique BROCAS (Maire de Liniers) a soulevé que pour faire 4 passages sur l'ensemble du territoire 200 K€ seraient nécessaires. Si c'est bien ce niveau de service qui était réalisé sur les communes, cela revient à dire que les communes, collectivement, ont « sous clecté ».

Décision 2 : Les membres de la CLETC retiennent le montant corrigé global de 590 327 € et le retour de 640 687 € de l'emprunt initialement transféré.

Sujet 3 : Retour sur le choix des communes de modifier ou non l'imputation de l'attribution de compensation

Jusqu'en 2016 le législateur imposait d'imputer l'intégralité de l'attribution de compensation (intégrant notamment des charges d'investissement) sur la section de fonctionnement de la commune et de l'EPCI. La Loi de Finances rectificative 2016 a modifié cet état de fait en introduisant la possibilité d'imputer la partie du montant de l'attribution de compensation correspondant aux dépenses nettes d'investissement en section d'investissement. **L'attribution de compensation d'investissement s'imputant à l'article 2046, le comptable public a rappelé que cette attribution devait s'amortir.** Une méthodologie sera diffusée à chaque DGS sur ce point spécifique. Cette méthodologie appellera notamment les mécanismes comptables de neutralisation qu'il est possible de mettre en place pour que cette opération soit parfaitement neutre sur l'équilibre de chacune des sections du budget communal.

A la suite des différents transferts, chacune des communes avaient choisi entre l'une des deux possibilités s'offrant à elles, à savoir :

- Statu quo : l'attribution de compensation est imputée dans son intégralité en section de fonctionnement
- Versement par la commune d'une attribution de compensation d'investissement et diminution (si c'est une dépense) ou augmentation (si c'est une recette) à due concurrence de l'attribution de compensation imputée en fonctionnement.

Ce choix individuel a ensuite été entériné via des délibérations concordantes de Grand Poitiers et de chacune des communes intéressées (article 1609 nonies C du CGI).

En mai, il a été demandé à chaque commune si elle souhaitait modifier l'option choisie précédemment. Les choix des communes sont les suivants :

Commune	Choix initial	Décision
Beaumont Saint-Cyr	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Béruges	Imputation en investissement	Pas de changement
Biard	Imputation en investissement	Pas de changement
Bignoux	Imputation en investissement	Pas de changement
Bonnes	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Buxerolles	Imputation intégrale en fonctionnement	Passage en investissement
Celle-Lévescault	Imputation en investissement	Pas de changement
Chasseneuil-du-Poitou	Imputation en investissement	Pas de changement
Chauvigny	Imputation en investissement	Pas de changement
Cloué	Imputation en investissement	Pas de changement
Coulombiers	Imputation en investissement	Pas de changement
Croutelle	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Curzay-sur-Vonne	Imputation en investissement	Pas de changement
Dissay	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Fontaine-le-Comte	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Jardres	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Jaunay-Marigny	Imputation en investissement	Pas de changement
Jazeneuil	Imputation en investissement	Pas de changement
La Chapelle-Moulière	Imputation en investissement	Pas de changement
La Puye	Imputation en investissement	Pas de changement
Lavoux	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Ligugé	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Liniers	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Lusignan	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Mignaloux-Beauvoir	Imputation en investissement	Pas de changement
Migné-Auxances	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Montamisé	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Poitiers	Imputation en investissement	Pas de changement
Pouillé	Imputation en investissement	Pas de changement
Rouillé	Imputation en investissement	Pas de changement
Saint-Benoît	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Sainte-Radégonde	Imputation en investissement	Pas de changement
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	Imputation en investissement	Pas de changement
Saint-Julien-l'Ars	Imputation intégrale en fonctionnement	Pas de changement
Saint-Sauvant	Imputation en investissement	Pas de changement
Sanxay	Imputation en investissement	Pas de changement
Savigny-Lévescault	Imputation en investissement	Pas de changement
Sèvres-Anxaumont	Imputation en investissement	Pas de changement
Tercé	Imputation en investissement	Pas de changement
Vouneuil-sous-Biard	Imputation intégrale en fonctionnement	Passage en investissement

Décision 3 : Les changements ci-dessus sont confirmés. Ainsi les imputations sont définitivement arrêtées.

Annexe – Montant des attributions de compensation
(Après approbation du rapport de la CLETC du 22 juin 2018)

Commune	AC 2017 après transferts de charges 2017			SYNTHESE DES TRANSFERTS PRENANT EFFET EN 2018							
	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	Stades de rugby de Saint-Georges-lès-Baillargeaux	SDIS	Fourrière	Concession de gaz et d'électricité	GEMA	Erreur Voirie Vouneuil	TOTAL	Passage à l'AC d'investissement
Beaumont-Saint-Cyr	273 293	-	273 293	-	64 935	- 1 139	-	- 4 441	-	70 515	-
Béruges*	- 88 735	- 22 946	- 111 681	-	-	-	-	- 2 824	-	2 824	-
Biard	233 543	- 157 477	76 066	-	-	-	-	- 1 567	-	1 567	-
Bignoux	88 675	- 13 812	74 863	-	- 27 258	- 396	-	- 411	-	28 065	-
Bonnes	57 933	-	57 933	-	- 27 945	- 649	-	- 4 430	-	33 024	-
Buxerolles*	- 800 139	-	- 800 139	-	-	-	-	- 5 835	-	5 835	OUI
Celle-Lévescault*	70 339	- 14 423	55 916	-	-	- 506	-	-	-	506	-
Chasseneuil-du-Poitou	2 110 056	- 305 320	1 804 736	-	-	-	-	- 5 307	-	5 307	-
Chauvigny	1 348 272	- 199 155	1 149 117	-	- 115 715	- 2 673	-	- 10 326	-	128 714	-
Cloue*	13 403	- 5 872	7 531	-	-	- 193	-	-	-	193	-
Coulombiers	192 988	- 43 531	149 457	-	-	- 430	-	- 446	-	876	-
Crouetelle	3 392	-	3 392	-	-	-	-	- 322	-	322	-
Curzay-sur-Vonne*	29 511	- 7 883	21 628	-	-	- 159	-	-	-	159	-
Dissay*	613 285	-	613 285	-	- 50 804	- 1 208	- 581	- 4 068	-	55 499	-
Fontaine-le-Comte	- 209 176	-	- 209 176	-	-	-	-	- 1 509	-	1 509	-
Jardres*	225 843	-	225 843	-	- 19 372	- 482	-	- 500	-	20 354	-
Jaunay-Marigny	1 938 328	- 237 965	1 700 363	-	- 120 450	- 2 816	-	- 6 481	-	129 747	-
Jazeneuil*	- 28 566	- 21 841	- 50 407	-	-	- 310	-	-	-	310	-
La Chapelle-Moulière	51 037	- 18 038	32 999	-	- 11 243	- 258	-	- 1 959	-	13 460	-
La Puye*	19 359	- 18 259	1 100	-	- 9 626	- 233	-	- 2 297	-	12 156	-
Lavoux*	51 663	-	51 663	-	- 18 109	- 435	-	- 452	-	18 996	-
Ligué	379 734	-	379 734	-	-	-	- 2 158	- 3 480	-	1 322	-
Liniers	37 325	-	37 325	-	- 9 013	- 213	-	- 221	-	9 447	-
Lusignan	136 454	-	136 454	-	-	- 997	-	-	-	997	-
Mignaloux-Beauvoir*	- 104 473	- 146 071	- 250 544	-	-	-	-	- 1 707	-	1 707	-
Migné-Auxances*	49 989	-	49 989	-	-	-	- 3 479	- 5 766	-	2 287	-
Montamisé*	- 27 484	-	- 27 484	-	-	-	-	- 1 383	-	1 383	-
Poitiers	- 25 045 421	- 4 242 960	-29 288 381	-	-	-	- 370 606	- 58 852	-	311 754	-
Pouillé	42 048	- 21 294	20 754	-	- 10 346	- 241	-	- 250	-	10 837	-
Rouillé*	31 181	- 49 695	- 18 514	-	-	- 982	-	- 1 019	-	2 001	-
Saint-Benoît	54 858	-	54 858	-	-	-	- 712	- 6 582	-	5 870	-
Sainte-Radégonde	18 866	- 14 597	4 269	-	- 2 420	- 63	-	- 1 377	-	3 860	-
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	421 398	- 103 129	318 269	-	- 43 448	- 65 725	- 1 521	-	- 3 933	-	114 627
Saint-Julien-l'Ars*	259 362	-	259 362	-	-	- 62 698	- 971	-	- 1 006	-	64 675
Saint-Sauvant	- 103 915	- 37 848	- 141 763	-	-	- 484	-	- 502	-	986	-
Sanxay*	- 51 785	- 7 113	- 58 898	-	-	- 209	-	-	-	209	-
Savigny-Lévescault*	106 312	- 9 310	97 002	-	- 27 702	- 438	-	- 454	-	28 594	-
Sèvres-Anxaumont	198 515	- 64 920	133 595	-	- 50 611	- 809	-	- 839	-	52 259	-
Tercé	54 194	- 8 965	45 229	-	- 17 914	- 421	-	- 436	-	18 771	-
Vouneuil-sous-Biard	- 384 305	-	- 384 305	-	-	-	- 261	- 4 609	- 198 814	194 466	OUI

Attributions de compensation 2018, 2019 et 2020 :

Commune	AC 2018			AC 2019			AC 2020		
	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL
Beaumont-Saint-Cyr	202 778	-	202 778	202 778	-	202 778	217 516	-	217 516
Béruges*	- 91 999	- 25 033	- 117 032	- 92 438	- 27 118	- 119 556	- 92 879	- 29 204	- 122 083
Biard	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499
Bignoux	60 610	- 13 812	46 798	60 610	- 13 812	46 798	61 225	- 11 403	49 822
Bonnes	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909
Buxerolles*	- 646 820	- 186 504	- 833 323	- 651 594	- 209 079	- 860 673	- 656 369	- 231 654	- 888 022
Celle-Lévescault*	73 255	- 16 332	56 923	77 898	- 18 241	59 657	78 422	- 15 103	63 319
Chasseneuil-du-Poitou	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429
Chauvigny	1 219 558	- 199 155	1 020 403	1 219 558	- 199 155	1 020 403	1 233 609	- 186 462	1 047 147
Cloué*	12 926	- 6 303	6 623	12 835	- 6 733	6 102	13 852	- 4 016	9 836
Coulombiers	192 112	- 43 531	148 581	192 112	- 43 531	148 581	193 246	- 39 405	153 841
Croutelle	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070
Curzay-sur-Vonne*	29 342	- 7 931	21 411	29 332	- 7 978	21 354	29 322	- 8 026	21 296
Dissay*	553 591	-	553 591	549 397	-	549 397	545 202	-	545 202
Fontaine-le-Comte	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685
Jardres*	203 812	-	203 812	202 136	-	202 136	214 475	-	214 475
Jaunay-Marigny	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616
Jazeneuil*	- 29 091	- 22 858	- 51 949	- 29 306	- 23 875	- 53 181	- 29 521	- 24 892	- 54 413
La Chapelle-Moulière	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539
La Puye*	7 105	- 18 721	- 11 616	7 008	- 19 183	- 12 176	6 910	- 19 645	- 12 736
Lavoux*	30 453	-	30 453	28 239	-	28 239	28 854	-	28 854
Ligugé	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412
Liniers	27 878	-	27 878	27 878	-	27 878	29 281	-	29 281
Lusignan	135 457	-	135 457	135 457	-	135 457	139 913	-	139 913
Mignaloux-Beauvoir*	- 108 064	- 154 977	- 263 041	- 109 938	- 163 882	- 273 820	- 111 821	- 172 788	- 284 609
Migné-Auxances*	36 293	-	36 293	24 898	-	24 898	13 489	-	13 489
Montamisé*	- 37 310	-	- 37 310	- 45 746	-	- 45 746	- 54 190	-	- 54 190
Poitiers	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627
Pouillé	31 211	- 21 294	9 917	31 211	- 21 294	9 917	32 271	- 18 214	14 057
Rouillé*	28 491	- 52 952	- 24 461	27 802	- 56 209	- 28 406	27 114	- 59 466	- 32 352
Saint-Benoît	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988
Sainte-Radégonde	15 006	- 14 597	409	15 006	- 14 597	409	24 108	- 8 014	16 094
Saint-Georges-lès-Baillargeaux*	306 398	- 104 894	201 504	306 024	- 106 659	199 366	304 774	- 108 952	195 823
Saint-Julien-l'Ars*	190 152	-	190 152	185 616	-	185 616	182 474	-	182 474
Saint-Sauvant	- 104 901	- 37 848	- 142 749	- 104 901	- 37 848	- 142 749	- 104 138	- 33 824	- 137 962
Sanxay*	- 52 082	- 7 531	- 59 613	- 52 171	- 7 948	- 60 119	- 52 259	- 8 366	- 60 625
Savigny-Lévescault*	77 608	- 9 828	67 780	77 499	- 10 346	67 153	77 896	- 8 735	69 161
Sèvres-Anxaumont	146 256	- 64 920	81 336	146 256	- 64 920	81 336	146 948	- 61 663	85 285
Tercé	35 423	- 8 965	26 458	35 423	- 8 965	26 458	35 927	- 6 718	29 209
Vouneuil-sous-Biard	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839
TOTAL	-17 597 569	-6 332 656	-23 930 224	-17 634 138	-6 376 045	-24 010 183	-17 607 367	-6 371 220	-23 978 587
Dépense d'AC de Grand Poitiers	3 333 030	-	3 333 030	3 297 632	-	3 297 632	3 310 439	-	3 310 439
Recettes d'AC de Grand Poitiers	20 930 599	6 332 656	27 263 254	20 931 770	6 376 045	27 307 815	20 917 806	6 371 220	27 289 026
Recettes nettes	17 597 569	6 332 656	23 930 224	17 634 138	6 376 045	24 010 183	17 607 367	6 371 220	23 978 587

A partir de 2020, hormis pour les communes identifiées avec le caractère « * », les montants des attributions de compensation n'évolueront plus en l'absence de nouveaux transferts de charges.

Attributions de compensation 2021, 2022 et 2023 :

Commune	AC 2021			AC 2022			AC 2023		
	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL
Beaumont-Saint-Cyr	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516
Béruges*	- 93 320	- 31 291	- 124 611	- 93 761	- 33 377	- 127 138	- 94 202	- 35 463	- 129 665
Biard	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499
Bignoux	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822
Bonnes	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909
Buxerolles*	- 661 143	- 254 229	- 915 372	- 665 918	- 276 804	- 942 722	- 670 692	- 299 379	- 970 071
Celle-Lévescault*	78 018	- 17 012	61 006	78 018	- 17 012	61 006	78 018	- 17 012	61 006
Chasseneuil-du-Poitou	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429
Chauvigny	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147
Cloué*	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314
Coulombiers	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841
Croutelle	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070
Curzay-sur-Vonne*	29 312	- 8 074	21 238	29 302	- 8 121	21 180	29 292	- 8 169	21 123
Dissay*	541 008	-	541 008	536 813	-	536 813	532 619	-	532 619
Fontaine-le-Comte	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685
Jardres*	212 799	-	212 799	211 122	-	211 122	209 446	-	209 446
Jaunay-Marigny	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616
Jazeneuil*	- 29 736	- 25 909	- 55 645	- 29 951	- 26 926	- 56 877	- 30 166	- 27 943	- 58 109
La Chapelle-Moulière	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539
La Puye*	6 812	- 20 108	- 13 295	6 714	- 20 570	- 13 855	6 617	- 21 032	- 14 415
Lavoux*	26 640	-	26 640	24 426	-	24 426	22 212	-	22 212
Ligué	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412
Liniers	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281
Lusignan	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913
Mignaloux-Beauvoir*	- 113 705	- 181 693	- 295 398	- 115 589	- 190 599	- 306 188	- 117 472	- 199 505	- 316 977
Migné-Auxances*	2 080	-	2 080	- 9 330	-	- 9 330	- 20 739	-	- 20 739
Montamisé*	- 62 634	-	- 62 634	- 71 078	-	- 71 078	- 79 522	-	- 79 522
Poitiers	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627
Pouillé	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057
Rouillé*	26 425	- 62 722	- 36 298	25 736	- 65 979	- 40 243	25 047	- 69 236	- 44 189
Saint-Benoît	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988
Sainte-Radégonde	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094
Saint-Georges-lès-Baillargeaux*	304 401	- 110 716	193 684	304 028	- 112 481	191 546	303 654	- 114 246	189 408
Saint-Julien-l'Ars*	177 938	-	177 938	173 403	-	173 403	168 867	-	168 867
Saint-Sauvant	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962
Sanxay*	- 52 347	- 8 784	- 61 131	- 52 436	- 9 201	- 61 637	- 52 524	- 9 619	- 62 143
Savigny-Lévescault*	77 787	- 9 253	68 534	77 677	- 9 771	67 906	77 568	- 10 289	67 279
Sèvres-Anxaumont	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285
Tercé	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209
Vouneuil-sous-Biard	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839
TOTAL	-17 649 018	-6 414 611	-24 063 629	-17 690 175	-6 455 662	-24 145 837	-17 731 330	-6 496 714	-24 228 043
Dépense d'AC de Grand Poitiers	3 269 959	-	3 269 959	3 282 410	-	3 282 410	3 242 515	-	3 242 515
Recettes d'AC de Grand Poitiers	20 918 977	6 414 611	27 333 589	20 972 585	6 455 662	27 428 247	20 973 845	6 496 714	27 470 558
Recettes nettes	17 649 018	6 414 611	24 063 629	17 690 175	6 455 662	24 145 837	17 731 330	6 496 714	24 228 043

Attributions de compensation 2024, 2025 et 2026 :

Commune	AC 2024			AC 2025			AC 2026		
	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL
Beaumont-Saint-Cyr	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516
Béruges*	- 94 643	- 37 549	- 132 192	- 95 085	- 39 634	- 134 719	- 95 526	- 41 721	- 137 247
Biard	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499
Bignoux	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822
Bonnes	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909
Buxerolles*	- 675 467	- 321 954	- 997 421	- 680 241	- 344 529	- 1 024 770	- 685 016	- 367 104	- 1 052 120
Celle-Lévescault*	78 018	- 17 012	61 006	78 018	- 17 012	61 006	78 018	- 17 012	61 006
Chasseneuil-du-Poitou	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429
Chauvigny	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147
Cloué*	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314
Coulombiers	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841
Croutelle	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070
Curzay-sur-Vonne*	29 282	- 8 217	21 065	29 271	- 8 264	21 007	29 261	- 8 312	20 949
Dissay*	528 424	-	528 424	524 230	-	524 230	520 035	-	520 035
Fontaine-le-Comte	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685
Jardres*	207 769	-	207 769	206 093	-	206 093	204 416	-	204 416
Jaunay-Marigny	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616
Jazeneuil*	- 30 381	- 28 960	- 59 341	- 30 597	- 29 977	- 60 574	- 30 812	- 30 994	- 61 806
La Chapelle-Moulière	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539
La Puye*	6 519	- 21 494	- 14 975	6 421	- 21 956	- 15 535	6 323	- 22 418	- 16 095
Lavoux*	19 998	-	19 998	17 784	-	17 784	15 570	-	15 570
Ligugé	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412
Liniers	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281
Lusignan	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913
Mignaloux-Beauvoir*	- 119 355	- 208 411	- 327 766	- 121 239	- 217 316	- 338 555	- 123 123	- 226 222	- 349 345
Migné-Auxances*	- 32 148	-	- 32 148	- 43 557	-	- 43 557	54 966	-	- 54 966
Montamisé*	- 87 965	-	- 87 965	- 96 409	-	- 96 409	104 853	-	- 104 853
Poitiers	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627
Pouillé	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057
Rouillé*	24 358	- 72 493	- 48 135	23 670	- 75 750	- 52 080	22 981	- 79 007	- 56 026
Saint-Benoît	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988
Sainte-Radégonde	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094
Saint-Georges-lès-Baillargeaux*	303 281	- 116 011	187 270	302 908	- 117 776	185 132	302 535	- 119 541	182 994
Saint-Julien-l'Ars*	164 332	-	164 332	159 796	-	159 796	155 261	-	155 261
Saint-Sauvant	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962
Sanxay*	- 52 612	- 10 037	- 62 649	- 52 701	- 10 454	- 63 155	- 52 789	- 10 872	- 63 661
Savigny-Lévescault*	77 458	- 10 807	66 651	77 349	- 11 325	66 024	77 239	- 11 843	65 396
Sèvres-Anxaumont	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285
Tercé	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209
Vouneuil-sous-Biard	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839
TOTAL	-17 772 484	-6 537 765	-24 310 248	-17 813 640	-6 578 814	-24 392 455	-17 854 796	-6 619 866	-24 474 663
Dépense d'AC de Grand Poitiers	3 202 621	-	3 202 621	3 162 724	-	3 162 724	3 122 828	-	3 122 828
Recettes d'AC de Grand Poitiers	20 975 105	6 537 765	27 512 869	20 976 364	6 578 814	27 555 179	20 977 624	6 619 866	27 597 491
Recettes nettes	17 772 484	6 537 765	24 310 248	17 813 640	6 578 814	24 392 455	17 854 796	6 619 866	24 474 663

Attributions de compensation 2027, 2028 et 2029 :

Commune	AC 2027			AC 2028			AC 2029		
	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL
Beaumont-Saint-Cyr	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516
Béruges*	- 95 967	- 43 807	- 139 774	- 96 408	- 45 893	- 142 301	- 96 849	- 47 979	- 144 828
Biard	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499
Bignoux	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822
Bonnes	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909
Buxerolles*	- 689 790	- 389 679	- 1 079 470	- 694 565	- 412 254	- 1 106 819	- 699 339	- 434 829	- 1 134 169
Celle-Lévescault*	78 018	- 17 012	61 006	78 018	- 17 012	61 006	78 018	- 17 012	61 006
Chasseneuil-du-Poitou	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429
Chauvigny	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147
Cloué*	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314
Coulombiers	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841
Croutelle	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070
Curzay-sur-Vonne*	29 251	- 8 360	20 892	29 241	- 8 407	20 834	29 231	- 8 455	20 776
Dissay*	515 841	-	515 841	511 646	-	511 646	507 452	-	507 452
Fontaine-le-Comte	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685
Jardres*	202 740	-	202 740	201 063	-	201 063	199 387	-	199 387
Jaunay-Marigny	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616
Jazeneuil*	- 31 027	- 32 011	- 63 038	- 31 242	- 33 028	- 64 270	- 31 457	- 34 045	- 65 502
La Chapelle-Moulière	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539
La Puye*	6 226	- 22 880	- 16 655	6 128	- 23 342	- 17 215	6 030	- 23 805	- 17 774
Lavoux*	13 356	-	13 356	11 142	-	11 142	8 928	-	8 928
Ligué	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412
Liniers	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281
Lusignan	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913
Mignaloux-Beauvoir*	- 125 006	- 235 128	- 360 134	- 126 889	- 244 034	- 370 923	- 128 773	- 252 939	- 381 712
Migné-Auxances*	- 66 375	-	- 66 375	- 77 784	-	- 77 784	- 89 193	-	- 89 193
Montamisé*	- 113 297	-	- 113 297	- 121 741	-	- 121 741	- 130 185	-	- 130 185
Poitiers	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627
Pouillé	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057
Rouillé*	22 292	- 82 264	- 59 972	21 603	- 85 521	- 63 917	20 914	- 88 777	- 67 863
Saint-Benoît	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988
Sainte-Radégonde	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094
Saint-Georges-lès-Baillargeaux*	302 161	- 121 306	180 856	301 788	- 123 071	178 718	301 415	- 124 835	176 579
Saint-Julien-l'Ars*	150 725	-	150 725	146 190	-	146 190	141 654	-	141 654
Saint-Sauvant	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962
Sanxay*	- 52 877	- 11 290	- 64 167	- 52 966	- 11 707	- 64 673	- 53 054	- 12 125	- 65 179
Savigny-Lévescault*	77 130	- 12 361	64 769	77 020	- 12 879	64 141	76 911	- 13 397	63 514
Sèvres-Anxaumont	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285
Tercé	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209
Vouneuil-sous-Biard	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839
TOTAL	-17 895 951	-6 660 918	-24 556 869	-17 937 106	-6 701 969	-24 639 075	-17 978 262	-6 743 019	-24 721 281
Dépense d'AC de Grand Poitiers	3 082 933	-	3 082 933	3 043 038	-	3 043 038	3 003 142	-	3 003 142
Recettes d'AC de Grand Poitiers	20 978 884	6 660 918	27 639 802	20 980 144	6 701 969	27 682 113	20 981 404	6 743 019	27 724 423
Recettes nettes	17 895 951	6 660 918	24 556 869	17 937 106	6 701 969	24 639 075	17 978 262	6 743 019	24 721 281

Attributions de compensation 2030, 2031 et 2032 :

Commune	AC 2030			AC 2031			AC 2032		
	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL	AC de fonctionnement	AC d'investissement	TOTAL
Beaumont-Saint-Cyr	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516	217 516	-	217 516
Béruges*	- 97 291	- 50 065	- 147 356	- 97 732	- 52 151	- 149 883	- 97 732	- 52 151	- 149 883
Biard	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499	231 976	- 157 477	74 499
Bignoux	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822	61 225	- 11 403	49 822
Bonnes	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909	24 909	-	24 909
Buxerolles*	- 704 114	- 457 404	- 1 161 518	- 708 888	- 479 980	- 1 188 868	- 708 888	- 479 980	- 1 188 868
Celle-Lévescault*	78 018	- 17 012	61 006	82 521	- 17 012	65 509	82 521	- 17 012	65 509
Chasseneuil-du-Poitou	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429	2 104 749	- 305 320	1 799 429
Chauvigny	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147	1 233 609	- 186 462	1 047 147
Cloué*	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314	13 761	- 4 447	9 314
Coulombiers	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841	193 246	- 39 405	153 841
Croutelle	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070	3 070	-	3 070
Curzay-sur-Vonne*	29 221	- 8 503	20 718	29 211	- 8 550	20 661	29 201	- 8 598	20 603
Dissay*	503 257	-	503 257	499 063	-	499 063	494 868	-	494 868
Fontaine-le-Comte	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685	- 210 685	-	- 210 685
Jardres*	197 710	-	197 710	196 034	-	196 034	194 357	-	194 357
Jaunay-Marigny	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616	1 808 581	- 237 965	1 570 616
Jazeneuil*	- 31 672	- 35 062	- 66 734	- 31 887	- 36 079	- 67 966	- 32 102	- 37 096	- 69 198
La Chapelle-Moulière	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539	37 577	- 18 038	19 539
La Puye*	5 932	- 24 267	- 18 334	5 835	- 24 729	- 18 894	5 737	- 25 191	- 19 454
Lavoux*	6 714	-	6 714	4 500	-	4 500	2 286	-	2 286
Ligugé	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412	378 412	-	378 412
Liniers	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281	29 281	-	29 281
Lusignan	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913	139 913	-	139 913
Mignaloux-Beauvoir*	- 130 657	- 261 845	- 392 502	- 132 540	- 270 751	- 403 291	- 132 540	- 270 751	- 403 291
Migné-Auxances*	- 100 602	-	- 100 602	- 112 011	-	- 112 011	- 112 011	-	- 112 011
Montamisé*	- 137 253	-	- 137 253	- 145 697	-	- 145 697	- 145 697	-	- 145 697
Poitiers	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627	- 24 733 667	- 4 242 960	- 28 976 627
Pouillé	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057	32 271	- 18 214	14 057
Rouillé*	20 226	- 92 034	- 71 809	19 537	- 95 291	- 75 754	18 848	- 98 548	- 79 700
Saint-Benoît	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988	48 988	-	48 988
Sainte-Radégonde	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094	24 108	- 8 014	16 094
Saint-Georges-lès-Baillargeaux*	301 042	- 126 600	174 441	300 668	- 128 365	172 303	300 295	- 130 130	170 165
Saint-Julien-l'Ars*	137 119	-	137 119	132 583	-	132 583	128 048	-	128 048
Saint-Sauvant	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962	- 104 138	- 33 824	- 137 962
Sanxay*	- 53 142	- 12 543	- 65 685	- 53 231	- 12 960	- 66 191	- 53 319	- 13 378	- 66 697
Savigny-Lévescault*	76 801	- 13 915	62 886	76 692	- 14 433	62 259	76 582	- 14 951	61 631
Sèvres-Anxaumont	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285	146 948	- 61 663	85 285
Tercé	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209	35 927	- 6 718	29 209
Vouneuil-sous-Biard	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839	163 072	- 352 911	- 189 839
TOTAL	-18 018 043	-6 784 071	-24 802 113	-18 054 695	-6 825 122	-24 879 816	-18 068 898	-6 832 606	-24 901 504
Dépense d'AC de Grand Poitiers	2 964 621	-	2 964 621	2 929 229	-	2 929 229	2 916 286	-	2 916 286
Recettes d'AC de Grand Poitiers	20 982 664	6 784 071	27 766 735	20 983 924	6 825 122	27 809 046	20 985 184	6 832 606	27 817 790
Recettes nettes	18 018 043	6 784 071	24 802 113	18 054 695	6 825 122	24 879 816	18 068 898	6 832 606	24 901 504

A partir de 2032, les montants des attributions de compensation n'évolueront plus en l'absence de nouveaux transferts de charges.

Fait à Poitiers le 25 juin 2018

Par la Direction Budget - Finances
de Grand Poitiers Communauté urbaine